

Éduquer, Former, Qualifier

Bulletin d'informations syndicales de la Voie Professionnelle

EDITO

2025 : le monde va mal ! Une oligarchie décomplexée, impérialiste et fascisante a pris le pouvoir aux États-Unis, avec D. Trump qui inaugure son nouveau mandat par une politique xénophobe sans précédent et E. Musk préparant le pillage des services publics. Au proche Orient, une trêve fragile fait suite aux massacres génocidaires d'Israël à Gaza. Aux marges de l'Europe, la guerre s'enlise en Ukraine, 3 ans après l'invasion Russe. Le SNUEP-FSU est partie prenante des mobilisations pour la Paix et pour la justice sociale.

En France, la crise est aussi à l'oeuvre. Le gouvernement Barnier a chuté début décembre, prouvant que les petits arrangements cyniques avec l'extrême droite ne permettent pas à un gouvernement d'obtenir la stabilité.

La nomination de F. Bayrou et la composition de son gouvernement n'apportent aucune rupture : la même ligne libérale et conservatrice est au pouvoir. Le cap austéritaire est maintenu avec 32 milliards d'économies au budget 2025. Les suppressions de postes dans la fonction publique, légèrement revues à la baisse, restent une obsession gouvernementale, malgré leurs effets délétères sur la cohésion sociale. L'urgence climatique et la transition écologique sont une nouvelle fois ignorées.

Sur le terrain social, l'un des grands enjeux de ce début d'année 2025 sera, une nouvelle fois, la retraite, avec ce singulier "conclave" ouvert par M. Bayrou, qui n'abroge rien du tout et pourrait aboutir sur le maintien intégral de la réforme Macron. Le choix d'en



écarter la FSU est un très mauvais signal quant à ce qui se prépare sur la fonction publique. De plus, cette négociation est basée uniquement sur l'objectif d'équilibre budgétaire et sur l'expertise prétendue infaillible de la Cour des comptes. Le SNUEP-FSU dénonce le mensonge d'un supposé "déficit caché" des pensions civiles et appelle les PLP et tous les fonctionnaires à la plus grande vigilance.

L'abandon des trois jours de carence obtenu grâce à la mobilisation du 5 décembre ne doit pas faire perdre de vue le projet du gouvernement de réduire de 10% le salaire lors des trois premiers mois d'un congé maladie.

Dans les Lycées Professionnels, ce début d'année 2025 va voir la mise en place - en dépit du bon sens - du calendrier délirant des épreuves du Bac Pro en mai et du parcours différencié en mai-juin. Le scénario risque de tourner à la catastrophe et le SNUEP-FSU invite les équipes dans les LP à ne pas accepter n'importe quoi (voir article page 2).

Tout cela peut donner le vertige ! Mais au SNUEP-FSU, nous sommes dans l'action et nous gardons donc le moral (voir article page 4) alors nous vous souhaitons une bonne année 2025 !

SNU!EP |  F.S.U.

Le syndicat FSU des enseignant-e-s de la Voie Professionnelle

La FSU : principale fédération de l'Éducation Nationale



Permanences du SNUEP-FSU
de lundi au vendredi

13h30 - 17h30

12 place de Gaulle
13001 Marseille

04 91 13 62 81



Contact
sa.aix-marseille@sneup.fr

Ne restez pas seul.e !
Rejoignez le SNUEP-FSU
En quelques clics



ACTUALITÉS

- P.2 Les DHG arrivent...
« il y a du grain à moudre » !
- P.2 Les épreuves du BAC Pro en mai
faire respecter nos statuts !

ACTIONS SYNDICALES

- P.3 Les Échos de l'académie
P.3 Égalité des droits F/H - 8 mars
- P.4 Pourquoi et comment
adhérer au SNUEP-FSU ?

Les Dotations horaires globales (DHG) : il y a « du grain à moudre ! »

La crise gouvernementale ayant généré des retards à tous les niveaux du fonctionnement des ministères, il a fallu attendre le CSA-Ministériel du 17 janvier pour que les enveloppes de fonctionnement soient envoyées dans les académies.

Les dotations horaires globales (DHG) seront bientôt transmises par le rectorat aux chef.fes d'établissement et c'est dans une certaine précipitation que les procédures vont être mises en place cette année, pour des conseils d'administration réunis sans doute en février-mars 2025.

Or, alors que les moyens sont globalement en baisse dans la plupart des académies, la dotation pour Aix-Marseille est en hausse, notamment pour la voie professionnelle. Raison principale : une forte hausse démographique prévue de 623 élèves dans les LP pour la rentrée 2025. Annonce du ministère : +59 postes (ETP) dans les LP ! C'est une bonne nouvelle, mais quelle forme prendront ces moyens supplémentaires, considérant que les postes ouverts aux concours ont encore baissé ? Recours massifs aux contractuels ? Heures supplémentaires ? Pour le SNUEP-FSU : il faut des postes titulaires !

Quelques rappels :

La DHG est établie en fonction des structures (carte des formations) négociées avec la région et des textes réglementaires qui définissent les heures dues aux élèves.

**Rentrée 2025
dans les LP
+ 623 élèves
+ 59 postes**

Cette dotation comprend des heures-postes, des HSA et des IMP.

Les évolutions démographiques sont prises en compte et notre académie est en hausse, surtout dans les LP.

C'est donc au niveau local - notamment au sein du CA - que les équipes enseignantes doivent établir le rapport de force pour maintenir l'offre de formation sous statut scolaire, en s'opposant aux suppressions de postes et de filières, au mixage des publics et des parcours (scolaire et apprentissage), pour résister à la dégradation des conditions de travail et pour exiger que tous les élèves, de toutes les sections, se voient attribuer les heures prévues par les grilles.

Dans tous les établissements de l'académie le SNUEP-FSU met au service des collègues son expérience pour comprendre le mécanisme de la DHG (qui n'est pas aussi compliqué que ce que certains chefs d'établissement veulent parfois le faire croire), pour identifier les anomalies et construire les argumentaires au niveau des CA et - si nécessaire - pour engager des actions au niveau du rectorat.



SOS DHG :
04 91 13 62 81
Contactez-nous d'urgence !

Épreuves du Bac Pro en mai : n'acceptons pas n'importe quoi

En dépit des critiques et des avertissements de la quasi totalité des syndicats de la voie pro, le gouvernement s'entête à maintenir la programmation des épreuves ponctuelles terminales du bac pro dès la mi-mai 2025, suivies d'un parcours différencié d'un mois et demi. Les CCF devront être terminés début mai.

Le ministère émet des préconisations irréalistes et se décharge de ses prérogatives en renvoyant à l'autonomie des établissements la mise en place des épreuves et du parcours différenciés. Les chef.fe.s d'établissement sont invité.e.s à faire à peu près comme bon leur semble !



La pression risque d'être très forte sur les équipes, sur les enseignant.e.s à qui on va imposer un calendrier infernal et des tâches supplémentaires, mais surtout sur les équipes de Vie scolaire.

Cette désorganisation est soit totalement irresponsable, soit cyniquement calculée, car dans ce chaos se met en place - de fait - le modèle cher à la Macronie d'une annualisation du temps de travail !

Le SNUEP-FSU appelle donc les collègues à ne pas se laisser faire, à ne pas accepter n'importe quoi, et à faire respecter leurs droits et nos statuts !

Découvrez (QR Code) le tract intersyndical rappelant les textes réglementaires et statutaires auxquels les chef.fe.s d'établissement n'ont pas le droit de déroger.



En cas de problème ou de pression de votre hiérarchie pour accepter des missions non-réglementaires, n'hésitez pas à nous alerter : sa.aix-marseille@snupe.fr. Nous interviendrons à tous les niveaux pour défendre les personnels.

LES ÉCHOS DE L'ACADÉMIE

ACTIVITÉS DES SECTIONS LOCALES DU SNUEP-FSU



CONTRE LA FERMETURE D'UNE SECTION CAP MAÇONNERIE AU LP MARTIN BRET À MANOSQUE

Une vaste refonte de la carte nationale des formations a été impulsée en 2023 au plus haut sommet de l'Etat (réforme Macron de la Voie Pro) et mise en oeuvre par la Région Académique Nice - Aix-Marseille.

Objectif du gouvernement : mettre la voie pro au service des orientations des ministères de l'économie et du travail, transformer les LP en officines de France Travail, fermer les filières qui ne seraient pas capables de démontrer qu'elles conduisent les élèves à une insertion rapide dans leur spécialité.

La FSU s'oppose à cette vision "adéquationniste" à court terme de l'enseignement professionnel.

Dans ce cadre, il avait été décrété que la section CAP Maçonnerie serait fermée au LP Martin Bret à Manosque, alors que cette formation fait le plein chaque année et affiche d'excellents taux de réussite à l'examen. Une partie des places devaient être transférées à l'EREA de Sisteron.

Alertés en novembre 2024 par les représentants du SNUEP siégeant dans les instances de la RA, les collègues du LP Martin Bret se sont rapidement mobilisés : heure d'infos syndicales, rédaction d'une pétition (70 signatures de l'équipe éducative récoltées en 72 heures), sensibilisation des parents d'élèves et des entreprises partenaires, demandes d'audiences (IA, DSDEN, DRAFFIC).

Face à cette mobilisation, et reconnaissant lors d'un groupe de travail en décembre 2024 que cette section est performante et que l'idée d'un "transfert" vers l'EREA est irrecevable (l'offre de formation en maçonnerie ne peut être exclusivement réservée aux jeunes handicapés dans le 04), le DRAFFIC a rencontré l'équipe du LP début janvier 25. Les lignes semblent avoir bougées...

Un CSA régional doit se réunir le 28 janvier pour décider de l'avenir de cette section : les élu.e.s de la FSU seront très vigilant.e.s.

PÉNURIE DE POSTES D'AED AU LP COLBERT - MARSEILLE

Le LP Colbert a subi une nouvelle suppression de poste AED à la rentrée 2025. Confrontés - comme ailleurs - à une dégradation du climat scolaire, et suite à plusieurs agressions subies par les personnels de vie scolaire, les collègues ont massivement signé une pétition envoyée au Rectorat, réclamant le rattrapage des postes AED perdus depuis la sortie des LP de l'Education Prioritaire.

Une délégation a été reçue début janvier 2025 à la DSDEN, pour entendre que rien ne leur serait accordé à cause de la

scandaleuse pénurie entretenue depuis des années.

En effet, depuis 2020, les moyens de l'académie d'Aix-Marseille en AED n'ont pas bougé : ce sont exactement 1452,5 Équivalents Temps Plein (ETP) d'AED qui sont attribués à l'académie, alors que la hausse démographique est importante dans le secondaire, et particulièrement dans les LP.

Le SNUEP-FSU exige la création des postes de vie scolaire nécessaires pour rétablir, en particulier dans les établissements classés "Lycées Accompagnés", le taux d'encadrement ZEP-Eclair.

ÉGALITÉ FEMMES / HOMMES DANS LA VOIE PRO

L'égalité est souvent considérée comme acquise dans la fonction publique, pourtant la liste des inégalités est longue : écart des rémunérations, régime indemnitaire et "pacte" inégalitaires, carrières et avancements grignotés, précarisation des emplois à dominante féminine, réforme des retraites injuste...

A l'occasion de la journée du 8 mars, le SNUEP-FSU invite les collègues à organiser des réunions d'informations syndicales sur ces questions de l'égalité professionnelle dans l'éducation nationale, de la reproduction de la division sexuelle du travail dans l'enseignement professionnel : non mixité des filières, sous représentation des filles dans l'apprentissage, concentration des filles dans un nombre limité de formation, orientation plus contrainte, assignations à un genre...

Contactez le SNUEP-FSU pour organiser une réunion sur ce thème dans votre établissement (mise à disposition de brochures, de matériel militant, d'intervenant.e.s).

Ou participez à l'un de nos stages prévus sur ces problématiques. Pour avoir le programme, écrivez-nous : sa.aix-marseille@snupep.fr



« POURQUOI REJOINDRE LE SNUEP-FSU ? »

Il y a mille raisons pour s'engager dans un syndicat, et mille façon d'y trouver sa place. EFQ inaugure ici une nouvelle rubrique donnant la parole aux adhérent.e.s du SNUEP-FSU de l'Académie d'Aix Marseille donnant leur avis sur l'engagement syndical ou expliquant pourquoi ils.elles ont eux.mêmes fait ce choix. Ce mois-ci : la contribution d'Amine, PLP à Marseille.

« Entre l'image de John Keating, le "poète disparu" qui faisait grimper les élèves sur les tables et celle de Gérard, le "P.R.O.F." d'EPS avec son short moulant des années 80, notre fonction suscite chez nos contemporains, tantôt le respect admiratif, tantôt le mépris. À cela vient s'ajouter la vision institutionnelle du Hussard de la République, incorruptible défenseur de nos idéaux communs sur qui repose tout entier l'avenir de notre jeunesse et donc, de la Nation.

On en oublie donc souvent que le gars qui se précipite fébrile vers la photocopieuse dès l'ouverture de la grille est avant tout un employé du service public, c'est-à-dire un travailleur, et qu'à ce titre il est, comme beaucoup d'autres, en proie aux mêmes vicissitudes que d'autres travailleurs. Et dans le cas qui nous intéresse, en proie à l'épuisement professionnel autrement appelé "burn-out", un phénomène dont l'ampleur est estimée entre 30.000 à 3 millions de personnes.

Mais un autre syndrome beaucoup moins connu est apparu ces derniers temps : le "brown-out". Cette expression anglaise désigne une baisse de l'engagement des collaborateurs résultant d'une perte de sens au travail, d'un manque de

compréhension du pourquoi de leur mission et d'une absence de mise en perspective de leurs tâches. Les personnes en brown-out travaillent alors sans réellement se préoccuper de la qualité de ce qu'elles produisent et démissionnent mentalement de leur poste. Il y a donc un véritable sentiment d'écartèlement entre le bénéfice retiré de son travail en termes de rémunération et le sentiment de mener des tâches contre-productives ou inutiles et vides de sens.

LE MILITANTISME COMME RÉPONSE AU « BROWN-OUT ».

Un article fort instructif sur le site cafepedagogique.net, intitulé : "Enseignants, de la vocation au désenchantement", explique ce syndrome de Sisyphe moderne par un cocktail explosif : toujours plus d'exigences, zéro moyens supplémentaires, des réformes qui se contredisent les unes les autres, et, cerise sur le gâteau, la disparition progressive du plaisir de voir les élèves progresser. Et c'est peut-être ça, le cœur du problème : comment donner envie d'apprendre si nous-

mêmes, on n'a plus le plaisir d'enseigner ?

Alors bien sûr, il y a la fameuse pause en salle des profs, ce haut lieu de thérapie collective où l'on refait le monde entre deux vanes sur les élèves (parce qu'il faut bien rigoler un peu, sinon on pleure), ou l'apéro de l'Amicale. Mais une fois ces moments de répit passés, on retrouve notre fameuse besace pleine de non-sens.

D'où l'idée (lumineuse ?) de se tourner vers l'action syndicale ? Parce que c'est d'abord se rencontrer entre professionnels du même secteur, se parler de nos vécus, de l'actualité locale de notre profession et, au-delà, de la transformation globale de notre métier. C'est la possibilité de dézoomer en partant de chacun de nous pour aller vers le collectif. Ce faisant, nous imaginons comment peser sur les facteurs qui nous esseulent et qui appauvrissent notre représentation du métier de prof jusqu'à le rendre absurde.

Finalement, le but est autant de peser sur l'organisation matérielle de nos conditions de travail que de redonner du sens à ce que nous faisons et, peut-être, à terme, retrouver le plaisir d'enseigner." »

**TOUJOURS LÀ
POUR LES ÉLÈVES
ET LES PERSONNELS**

**RENFORÇONS
LE COLLECTIF**

**UN AUTRE LYCÉE PRO
EST POSSIBLE**

NE RESTEZ PAS SEUL.E : REJOIGNEZ-NOUS !

L'adhésion ne coûte réellement que 34% de son coût car 66% sont remboursés l'année suivante en crédit d'impôts.

• **Pour un PLP échelon 7 classe normale**, la cotisation annuelle est de 168€, mais de seulement 56€ après crédit d'impôts, soit 4,7€ par mois.

• **Pour un PLP contractuel** (de 1701 € à 2000€ / mois) la cotisation annuelle est de 99€, donc 33€ après crédit d'impôts, soit 2,8€ par mois.

• **Pour les AED, AESH**, la cotisation annuelle est de 24€, donc 8€ après crédit d'impôts, soit moins d'1€ par mois.

Comparativement à tout ce que le SNUEP-FSU peut vous apporter cela fait réfléchir !

Si vous voulez nous rejoindre, simplement pour nous soutenir financièrement par le versement d'une cotisation, ou pour vous engager plus activement, flashez ce QR code

